

Christian Gollier : « Nous ne nous désintoxiquerons pas des énergies fossiles sans en augmenter le prix »

[lemonde.fr/idees/article/2019/05/24/christian-gollier-nous-ne-nous-desintoxiquerons-pas-des-energies-fossiles-sans-en-augmenter-le-prix_5466642_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/05/24/christian-gollier-nous-ne-nous-desintoxiquerons-pas-des-energies-fossiles-sans-en-augmenter-le-prix_5466642_3232.html)



Tours de la centrale à charbon de Moorburg à Hambourg, dans le nord de l'Allemagne, le 7 juillet. PATRIK STOLLARZ / AFP

Tribune. Chaque Européen émet, chaque année, l'équivalent de plus de 8 tonnes de CO₂. Les économistes du climat nous disent, pour simplifier, que chacune de ces tonnes engendrera un dommage climatique de plus de 1 000 euros dans quatre-vingts ans en moyenne. Notre responsabilité individuelle est donc largement engagée face à cette dette climatique. Les Français sont très attachés au principe pollueur-payeur mais, depuis cet automne, ils sont massivement opposés à l'idée de se l'appliquer à eux-mêmes...

Alors qu'à l'élection présidentielle de 2007 pratiquement tous les candidats soutenaient ce principe, tous les candidats aux élections européennes autres que LRM l'ont prudemment effacé de leur programme, sous la pression des « gilets jaunes ». A sa place, certains candidats offrent l'utopie d'une transition écologique heureuse sans coût ni effort, dispensatrice de millions d'emplois et d'amélioration du pouvoir d'achat. D'autres promettent des centaines de milliards d'argent public, c'est-à-dire notre argent, sous forme de prêts à taux réduit pour financer la transition, alors que les caisses sont vides. Ceux-là se trompent d'instrument.

Les particuliers ont déjà accès à des prêts à taux zéro pour l'isolation, mais ils ne s'en sont guère montrés friands. De même, le secteur de l'énergie n'est absolument pas en manque de capitaux pour investir dans les renouvelables. Le problème, c'est que tous

ces investissements resteront non profitables tant qu'on n'appliquera pas un prix universel au carbone, sans aucune exemption.

Une victoire à la Pyrrhus

Les manifestants du samedi ont remporté une victoire à la Pyrrhus. Les gouvernements vont continuer à cacher les vrais coûts de l'insuffisante transition dans des programmes aussi inefficaces qu'attentatoires au pouvoir d'achat des ménages. Les programmes de subvention à l'électricité renouvelable coûtent entre 200 et 1 500 euros par tonne de CO₂ évitée. Ils conduisent à un excès de permis d'émissions sur le marché de quota européen, une baisse de leur prix, et donc une hausse des émissions dans d'autres secteurs. Le bonus-malus écologique, les normes automobiles et d'isolation thermique ou les subventions aux biocarburants sont eux aussi payés par les consommateurs et leur imposeront finalement des sacrifices bien plus élevés que la taxe carbone à 44 euros par tonne de CO₂ qu'ils paient actuellement.

Mais ces politiques climatiques baroques ont cet avantage d'être opaques et incomprises du commun des mortels. Les économistes militent plutôt pour substituer à tout cela un prix universel du carbone, solution efficace, transparente et résistante aux lobbys.

Contrairement à ce que l'on nous dit, la guerre mondiale contre le changement climatique exigera *« du sang, de la sueur et des larmes »*. Car, une fois retirés tous ces voiles de complexités inutiles, la réalité crue est que l'effet de serre nous oblige à abandonner rapidement une énergie fossile peu chère, incroyablement facile à utiliser, et qui a fondé notre prospérité depuis deux siècles. Il va falloir se reporter sur d'autres énergies qui resteront encore pour longtemps bien plus coûteuses et difficiles à exploiter. Pour y parvenir, il faut intégrer dans le coût des énergies fossiles les dommages climatiques qu'elles engendrent.

Nous imposer volontairement un « choc pétrolier »

L'histoire de l'humanité nous enseigne qu'il n'existe pas de grande mutation sociétale d'ampleur réussie sans modification des comportements par les prix. Nous ne nous désintoxiquerons pas des énergies fossiles sans en augmenter le prix. En d'autres termes, il s'agit de nous imposer à nous-mêmes un « choc pétrolier » de grande ampleur, volontairement. Avec, néanmoins, l'avantage que les revenus de la taxe carbone vont dans les caisses de l'Etat plutôt que dans celles des pays du Golfe, ce qui peut, par exemple, permettre de surcompenser les consommateurs les plus fragiles par une augmentation importante du chèque énergie.

Sommes-nous capables d'affronter ce défi historique ? Tant que notre responsabilité individuelle climatique ne sera pas fermement établie dans nos consciences, les politiciens n'auront d'autre choix que d'éviter de demander explicitement les sacrifices nécessaires aux électeurs pour des actions qui ne bénéficieront qu'aux générations

futures, dont l'absence dans notre système de représentation fait de nos démocraties une dictature du présent. Dans ce contexte, le risque est grand que la fin du mois passe avant la fin du monde.

Mobilisation pour la planète

Poussée des Verts en Europe, engagement des jeunes, urgence écologique... Qui, du politique, du marché, de l'Etat ou de la science, est l'acteur le plus apte à changer le système ?

Christian Gollier est chercheur à l'école d'économie de Toulouse et auteur de *Le Climat après la fin du mois* (PUF, mai 2019).

[Réagissez ou consultez l'ensemble des contributions](#)

Édition du jour

Daté du lundi 27 mai

[Lire le journal numérique](#) [Les éditions précédentes](#)

Les plus lus

Dans la même rubrique

